

ÉPISODE CÉVENOL 19

13 avril 2021

Un courant d'air et de rivière

Une pandémie n'est pas une fatalité

La pandémie du Covid 19 est hors de contrôle en France. Toutes les mesures prises depuis l'automne dernier ont au mieux freiné sa progression mais sans l'infléchir, et nous voici, 15 mois après son apparition, toujours englués dans les mêmes questionnements, confrontés aux mêmes incompétences et tributaires de la même irresponsabilité de l'exécutif. C'est pourtant évident : Si le taux d'incidence des infections est en hausse c'est parce que les lieux de travail, les écoles, les cantines et les transports en commun ne sont toujours pas désignés comme sources essentielles de contamination. Quid des usines, chantiers, abattoirs, entreprises diverses, bref tous les secteurs qui ne peuvent passer en télétravail ? Il est bien plus simple d'incriminer exclusivement les comportements individuels.

Quelle différence d'approche du pouvoir en matière de pandémie entre 2020 et 2021 ? L'an dernier, après avoir occulté de fin janvier à mars la progression de la maladie, Macron martelait que nous étions en guerre contre le virus, aujourd'hui il veut nous convaincre qu'il nous faut vivre avec. Personne ne sait si de nouveaux variants, plus dangereux, apparaîtront, ni combien de temps durera la protection du vaccin. Des épidémiologistes craignent déjà une 4e vague à l'automne ! Aux Etats-Unis, malgré un taux de vaccination de 30 %, les infections et les morts augmentent à nouveau.

Le but affiché est d'atteindre l'immunité collective de 90 % (!) en ayant été infecté ou vacciné. Au prix d'un crash d'avion quotidien en terme de morts, de plus de 30 000 personnes hospitalisées pour Covid 19, de 10 % des personnes malades atteintes d'un Covid long (lésions multiples d'organes, impacts sur la santé mentale, etc.), de dizaines ou centaines de milliers de décès à retardement en raison des déprogrammations d'opérations et d'exams médicaux. On sait déjà que la mortalité en 2020 dépasse de plus de 9 % celle de l'année précédente, que l'espérance de vie a baissé de 0,4 an, une première

depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Des chiffres qui donnent le tournis alors que ne sont pas évalués les morts pour absence de traitement mais également dans un autre registre, les ravages psychologiques et les dégâts socio-économiques.

Depuis un an, nous vivons sous un régime de restrictions plus ou moins sévère qui frappe fortement notre vie sociale et professionnelle, sans toutefois affecter la Finance et les grosses entreprises qui bénéficient de toutes les largesses des parapluies financiers déployés par l'Union européenne. Comment se fait-il que de nombreux commerçants craignent d'ores et déjà devoir fermer boutique définitivement après cette crise alors que les bourses, elles, s'envolent ?



Nous nous attendions tous à un confinement fin janvier et comprenions à ce moment la nécessité de réduire les 20 000 infections par jour à 5 000 au plus pour permettre le suivi des cas (taux qui avait bien été annoncé lors du 2e confinement fin octobre 2020 mais jamais vraiment visé pour cause de préparatifs de Noël). Et voilà que Macron annonce vouloir gagner du temps pour... sauver notre liberté, pariant sur notre santé. Pendant ce temps, une loi liberticide après l'autre passe à coup de forceps (loi de sécurité globale, loi sur le séparatisme, réforme de l'assurance-chômage). En dépit de son vœu pieux, nous vivons sous cloche depuis des mois tandis que les infections continuent d'exploser pour dépasser 40 000 aujourd'hui. Qui profite de cette politique à courte-vue si ce ne sont les grands patrons ?

Cette navigation à vue, sans aucune stratégie, sans « visibilité », sans étapes fondées sur des données et non des dates, au bon vouloir d'un individu narcissique et présomptueux n'est autre que criminelle. Infantilisés, comment nous projeter, prendre les choses en main quand nous sommes soumis à une personne qui décide de confiner pendant un mois, tout en annonçant l'ouverture des terrasses de café mi-mai et ne plus jamais fermer les écoles ? Que fera-t-il à ce moment ? Laisser encore une fois filer le virus, promettre le vaccin pour tous, dans la perspective de partir en vacances ! Rendez-vous en septembre ?

Cette navigation à vue, sans aucune stratégie, sans « visibilité », sans étapes fondées sur des données et non des dates, au bon vouloir d'un individu narcissique et présomptueux n'est autre que criminelle. Infantilisés, comment nous projeter, prendre les choses en main quand nous sommes soumis à une personne qui décide de confiner pendant un mois, tout en annonçant l'ouverture des terrasses de café mi-mai et ne plus jamais fermer les écoles ? Que fera-t-il à ce moment ? Laisser encore une fois filer le virus, promettre le vaccin pour tous, dans la perspective de partir en vacances ! Rendez-vous en septembre ?

Malgré les souffrances endurées ces derniers mois, 54 % de la population est aujourd'hui, favorable à un confinement strict s'il sert durablement à maîtriser l'épidémie. A croire que nous sommes bien plus raisonnables et responsables que ne l'est ce président. De plus en plus de collectifs refusent de se laisser tromper par ces dirigeants, et disent non. Soignants, enseignants, parents d'élèves et travailleurs, ils et elles ne veulent plus trinquer et décident de reprendre les rênes notamment de la gestion de l'épidémie. Certains, encore trop peu, refusent de travailler. Des collectifs développent des concepts de sortie de pandémie qui prennent en compte à la fois l'aspect sanitaire mais également social (salaire pour tous) tout en remettant radicalement en cause les modes de vie et de production qui nous sont imposés. Le but doit être la réduction drastique des infections car à ce jour nous ne savons pas si les vaccins actuels sont une solution durable. Relevons ce défi ensemble en nous appropriant des moyens de lutte contre le virus et inspirons nous des réflexions d'autres collectifs pour développer des stratégies à long terme. Cette épidémie n'est malheureusement pas passée et ne sera peut-être pas la dernière. [Tissa]

Pour plus d'infos: <https://zero-covid.org/language/fr/>
<https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/300321/-regagnons-nos-libertes-par-la-strategie-zero-covid-solidaire>

Le temps des cerises

Cris d'alarme des personnels soignants, messages d'alerte des enseignants, occupation des lieux de culture par les intermittents du spectacle et les précaires... La crise du Coronavirus qui était qualifiée à ces débuts de sanitaire revêt au grand jour, après de longs mois de mesures restrictives et de vie « sous cloche », son caractère social et politique. Et les maux entraînés par celle-ci trouvent de plus en plus clairement leur origine dans le fonctionnement de la société telle que nous la connaissons déjà auparavant.

Dans de nombreux esprits, la même question semble se poser : les conséquences de la crise auraient-elles été celles qu'elles sont à ce jour dans une société où le nombre de places dans les hôpitaux ne soit pas soumis aux impératifs budgétaires ? Où la santé de tous ne soit pas fragilisée par l'agro-industrie, la sédentarité du mode de vie moderne et la pollution ? Où la garantie d'un logement décent et d'un revenu assuré fasse qu'une période de confinement ne soit pas une gageure pour plus d'un ?

La réponse bien évidemment est non, un monde débarrassé du néo-libéralisme n'aurait pas connu une gestion de crise aussi calamiteuse que celle promue par les gouvernements actuels. Et ce constat semble se diffuser assez largement, où en tout cas venir raviver un certain nombre de luttes déjà en cours avant l'arrivée

galopante de cette nouvelle épidémie. Car, souvenons-nous, les revendications des milieux hospitaliers ne portaient-elles pas déjà sur le manque de moyens, les tarifications à l'acte et les logiques gestionnaires concrétisant depuis bien longtemps le tri et la priorisation des soins des malades ? Les enseignants n'exigeaient-ils pas déjà un allègement du nombre d'élèves par classe et non leur fermeture ? Les militants écologistes ne s'opposaient-ils pas déjà à la destruction de la biodiversité et à l'exploitation sans retenue des ressources naturelles, telle la déforestation, connues de longue date comme facteurs privilégiés d'apparition des zoonoses ?

La crise a ainsi exacerbé des tensions sociales pré-existantes mais a aussi renforcé des inégalités déjà largement dénoncées dans notre société. Les violences faites aux femmes, les difficultés liées à l'emploi ou les questions du mal-logement devenues criantes lors des périodes répétées de confinement n'en sont que des exemples. Mais ces mesures induites par une gestion de



l'épidémie aux conséquences pourtant lourdes ne semblaient pas suffire au gouvernement en place. Celui-ci a de surcroît décidé durant cette même période de renforcer son autoritarisme légitimé par l'état d'urgence sanitaire en proposant la loi liberticide sur la sécurité globale, et a sans complexe choisi d'accroître la pression exercée sur les plus précaires avec une énième réforme de l'assurance chômage...

Dans un monde qui peut nous paraître lointain, mais qui ne date seulement que de 2018/2019, le mouvement des Gilets Jaunes et bien d'autres soulèvements ayant eu lieu de par le monde s'opposaient aux ravages imposés par la globalisation de l'économie et les pouvoirs arbitraires. Dans un temps encore plus ancien, Jean-Baptiste Clément, communard acharné, écrivait les paroles d'une célèbre chanson qui allait devenir le symbole de l'insurrection parisienne et accompagner de nombreuses luttes populaires depuis les 150 ans qui

nous séparent de cet événement. Il est bien évidemment difficile de prédire l'issue de la crise actuelle, mais si un vent contestataire souffle de nouveau avec assez de vigueur, espérons qu'il nous débarrasse au plus vite de toutes les épidémies, qu'elles soient virales ou capitalistes ! [Grenouille]

Réparer le monde?

Je voulais écrire quelque chose à propos de l'obsolescence programmée des objets que nous employons au quotidien, déjà périmés ayant à peine servis et qu'on ne peut réparer parce que la plupart du temps ils sont collés, ou thermo-soudés, ou nécessitant des outils très spécialisés, quand bien même nous avons les connaissances nécessaires pour le faire.

Bref, de la merdasse, passez moi l'expression, qui font de nous des consommateurs au lieu d'être des humains actifs. Mais j'ai eu de nouveau quelques ennuis de santé, je vous le dis même si ça ne vous intéresse pas, du coup mes idées sont encore bien embrouillées.

Ma compagne répare tout ou presque tout. L'aspirateur, le voltmètre, la perceuse, les interrupteurs, le taille-haie, elle s'installe avec ses outils et cherche à comprendre plutôt qu'à jeter. Moi je sais juste réparer ma tronçonneuse, mais c'est parce qu'elle est vieille et non bourrée de tous ces nouveaux composants électroniques qui te laisse le bec dans l'eau. Autrefois j'ai eu une 2CV, avec un bon jeu de clé et 3 tournevis tu t'en sortais facile. Aujourd'hui avec nos voitures modernes, si ton garagiste ne possède pas le logiciel adéquat pour diagnostiquer la panne, il est tout aussi démuni que toi.

Au prétexte de la croissance, de la consommation des ménages, de l'emploi, on fabrique donc en grand nombre et à bas prix des tas d'objet souvent inutiles, irréparables, et de mauvaise qualité. Dans des conditions de production qui dans certains pays confinent à l'esclavage et ruinent la planète. Ça revient à dire, travailleurs de tous les pays, fabriquez de la merde si vous ne voulez pas vous retrouver au chômage.

J'ignore s'il y a des solutions, j'ai toujours les idées un peu confuses, je vous l'ai dit. J'ai des outils qui viennent de mon père, ils ont presque un siècle et tiennent toujours le coup. Peut être faut-il apprendre à rester frugal. Mais je crois plus que jamais aux petites solutions, aux

petites initiatives. C'est pourquoi des endroits, des associations, où l'on répare ou on vous apprend à réparer, souvent bénévolement, souvent gratuitement, comme la Recyclerie d'Anduze, ou ici à St Jean, les « Roues se pètent » (pour les vélos) doivent être encouragées et non dénigrées, comme ce fut le cas lors du dernier conseil municipal. (Mais mon dieu, il y a trop de monde devant leur local, il faut changer la porte, et interdire l'accès à ceci et cela, enfin, bref, toujours la suspicion plutôt que la confiance).

Je rêve d'un atelier où l'on apprendrait aux jeunes comment entretenir et réparer leurs mobylettes, leurs scooters, ça ferait de l'entraide, du partage, du commun, mais c'est sans doute parce que je suis encore un peu malade que j'imagine cela.

Enfin, je dois remercier la demi-douzaine de complotistes St Jean-nais pour la minute d'hilarité qu'ils m'ont donnée à la lecture de la totale loufoquerie de leur tract affiché, il me semble en réponse à mon article « Quelques nouvelles du monde obscur » dans le n° 18 de l'Episode Cévenol. Certes, la modeste publication y est qualifiée de "merdia" à ne pas lire, mais à l'instar du New York Times. Mazette, quel bond dans le niveau! Pour un peu ce serait un motif de fierté!... C'est donc qu'ils lisent le New York Times et en anglais s'il vous plaît. Je ne leur pensais pas tant de culture. Par quoi l'on voit bien que s'il sera difficile de réparer un monde bien mal foutu, on

peut peut-être se réparer soi-même. Aaah! Je me sens déjà mieux. [bernard blangenais]

Quand l'Extrême droite frappe à la porte...

Comme lors de chaque période de crise où d'incertitude politique, les propos haineux et discriminants, propres aux courants identitaires et d'extrême droite, resurgissent opportunément. Les Cévennes, comme le reste du territoire, ne sont malheureusement pas épargnées.

Samedi 20 mars, la librairie La Plume Noire à Lyon a été la cible en plein après midi d'une attaque par une quarantaine de militants d'extrême droite qui ont brisé les vitrines et tenté de s'introduire dans les locaux. Ce lieu est non seulement un local anarchiste mais il accueille aussi des personnes qui agissent pour l'entraide avec les plus démunis, qui se battent pour l'écologie sociale : c'est donc une agression directe de personnes investies au service de la population, pour son émancipation.



Jeudi 25 mars, en pleine réunion du conseil régional d'Occitanie, un groupe d'*Action Française* a tenté de déployer une banderole ciblant « l'islamo-gauchisme », faisant ainsi écho aux propos de la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche (celle qui voulait mandater une étude par le CNRS sur la présumée infestation des universités par cette pseudo alliance).

Enhardis par des opérations de « contrôle des frontières » dans les Alpes et en Méditerranée réalisées avec la neutralité bienveillante des États, ces serviteurs du Pouvoir ne se contentent plus de menacer de jeunes squatteurs à l'Hôtel *Les Cévennes* ou d'agresser des personnes présumées étrangères à Sumène dans le Gard...



Le combat contre l'extrême-droite est nécessaire, mais ce serait une erreur de penser le gagner en allant sur leur terrain, celui de la violence, du rejet et de l'intolérance. Nous ne le gagnerons pas tous seuls non plus, mais avec le positionnement et la participation du plus grand nombre, y compris au travers des représentations publiques (qui sont actuellement si discrètes voire complaisantes envers ces auxiliaires des « forces de l'ordre »).

Lors de sa réunion mensuelle, l'intercollectif Cévennes Méditerranée (regroupant des associations d'accompagnement de personnes migrantes) a dénoncé tous ces actes inacceptables et s'engage à agir auprès des communes et collectivités territoriales pour les inviter à signer la charte de l'Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants (ANVITA <https://villes-territoires-accueillants.fr/>) qui se positionne en faveur d'un accueil digne et inconditionnel des migrants. Une position exemplaire, qui permet à la population de s'ancrer dans la bienveillance et ne pas laisser de place aux propos haineux et discriminatoires, que ce soit pour les personnes étrangères, différentes ou pauvres.

A chacun donc de se prononcer ! [R.]

Une époque formidable

D'après les informations recueillies par notre correspondante à Paris, un groupe de treize député(e)s appartenant à la majorité présidentielle serait sur le point de faire sécession et de former un nouveau parti dissident de LREM.

Selon la rumeur, il s'appellerait « ALF », « Assis La France ». Ce nouveau parti, d'après nos sources, pourrait adopter comme devise « Télétravail-Faillite-Pétrin ». L'instigateur de ce mouvement serait, sous toutes réserves, le député Frédérick Toujourplus.

Ce groupe s'inspire entre autre du pragmatico-libéralisme économique induit par le célèbre homme d'affaires Philippe de la Gourmette, PDG de la marque « Taf-Taf » et directeur à vie de l'Institut La Castagne.

L'objectif majeur de ALF sera d'intégrer dans la conscience du Peuple de France que, face au marasme attendu, il va souffrir, et que la résignation est de mise. Que seuls seront épargnés par la vague destructrice post-covid les hyper-riches, qui contribueront, justice leur soit rendue, à la distribution de la richesse par voie de « ruissellement naturel ». Que ce « ruissellement » ne devra plus être perçu comme une imposture, mais bien au contraire comme une forme de solidarité des fortunés envers le reste de la population. Qu'enfin, pour le bien de tous, les Français devront éviter les chamailleries stériles, jacqueries énergivores et chouineries pathétiques. Qu'il leur faudra se serrer les coudes et la ceinture, et se rassembler autour d'un idéal commun, la « Patrie ».

ALF prône la transparence absolue. Le discours de ALF s'affirme résolument réaliste. Pas de démagogie, pas de langue de bois, pas de mensonges au sein de ALF, qui prévoit des « lendemains qui chialent », et anticipe des surlendemain désespérément désespérants.

Il s'agit donc d'un programme innovant en rupture totale avec les pratiques antérieures. Tous les maux, car il y en aura, auront leurs remède de cheval. Chaque projet sera assorti d'une thérapie adaptée pour en soulager les probables effets néfastes. Les membres de ALF s'accordent d'ores et déjà sur trois grands axes qui forment en quelque sorte les piliers de leur politique.

Le projet phare de ALF, nommé « TOT », consiste à instaurer le « Télétravail Obligatoire pour Tous ». Ce choix repose sur les constats suivants : le travail en distanciel, à la maison, supprime de fait les prises de bec, les pauses-café à rallonges, le harcèlement sexuel, les réunions syndicales, les rivalités vestimentaires, les promiscuités odorantes... Il entraîne des économies de carburant, de coiffeur, de barbier, éventuellement de nounou, etc. L'employeur s'en réjouira : dispensé d'éclairer, chauffer, désinfecter et désinsectiser ses lo-

caux professionnels au quotidien, il réalisera ainsi des économies substantielles qui augmenteront d'autant ses trop modestes profits.

Le projet TOT a créé un groupe de réflexion chargé d'évaluer l'impact psychologique du télétravail. Celui-ci a pour mission de proposer in fine au salarié télétravailleur une téléconsultation hebdomadaire avec un téléthérapeute spécialisé téléformé à cet effet. Il faut noter que cette perspective ouvre des télédebouchés importants pour nos futurs jeunes télédiplômés.

Les effets pervers probables d'un excès de sédentarité sur le physique du télétravailleur ont été abordés, et des cours de savate, stretching postural, kendo, close-combat et méditation transcendantale par ZOOM pourront être mis en place gratuitement par la « CON » (« Commission pour l'Optimisme National »).

ALF souhaite ne pas léser les catégories de salariés qui, du fait même de leur activité, seront dans l'obligation de travailler sur le terrain. Les artisans, agriculteurs, soignants, par exemple, bénéficieront, après examen de leur dossier, des mêmes avancées que les télétravailleurs.

Le deuxième chantier du groupe ALF, consistera à faire face à d'inévitables faillites. Il convient dès à présent de trouver des réponses à l'afflux de demandes d'allocations, d'aides et d'assistance provoqué par les pertes d'emploi dues aux entreprises qui auront fondu les plombs. Les expériences du passé ont montré que le Peuple ne doit pas manquer de nourriture, que le Peuple qui a faim a la fâcheuse habitude de descendre dans la rue, réclamer des têtes, arracher le mobilier urbain, compisser les statues, bref qu'il devient incontrôlable, ce qui peut avoir des conséquences navrantes pour le pouvoir en place. Il est donc primordial que le peuple mange à peu près à sa faim.

Des livraisons de repas à prix modique, voire totalement gratuits, seront organisées pour tous, qu'ils soient sans-abri, mal-abrités ou hébergés dans des locaux professionnels vides, chômeurs, télétravailleurs ou proxitravailleurs.

De grandes enseignes cotées en Bourse, comme « Malbouf », « Restopop », « Jacobrel » ou encore « Chaudevaut » seront sollicitées pour ces futurs marchés prévisiblement juteux. Les modalités, comme la cadence de livraison, les régimes particuliers, etc., sont à l'étude.

La livraison du repas à domicile présentera en outre l'avantage du gain de temps pour le télétravailleur : il,

ou elle, n'aura plus besoin de se déplacer vers un restaurant, ni de cuisiner, il n'aura qu'à réchauffer sa barquette, se nourrir, et retourner à son siège. Les torpeurs et siestes post-méridiennes seront neutralisées par l'adjonction de caféine dans les repas de midi. Repu, sans perte de concentration, le télétravailleur deviendra encore plus performant. Un réel avantage pour l'employeur avisé droit dans ses bottes et bien dans son époque !

Le troisième chantier du futur groupe est d'ordre idéologique. C'est pourquoi, seuls quelques détails nous ont été divulgués, afin d'éviter que certaines idées ne soient « empruntées » à de viles fins électorales. ALF étudie des pistes pour remettre au goût du jour et valoriser la notion de « Patrie », élément rassembleur par excellence qui a fait ses preuves sanglantes mais efficaces tout au long de l'Histoire du Monde.

Des propositions concrètes sont sur la table, comme le chant en ligne de la « Marseillaise », tous les matins, avant la journée de travail. Sur demande, d'autres chants de même esprit pourront être autorisés après validation par le CAS (« Comité des Arts Sonores »).

Les connexions Internet ne seraient pleinement débloquentes qu'après cette cérémonie. Un membre de ALF envisage aussi des versions traduites de l'hymne national afin de répondre à la diversité des langues parlées sur le territoire.

Un plan ambitieux, dit « BBR » pour « Bleu Blanc Rouge » (le premier slogan « Bobo Blaireau Rambo » n'ayant pas été retenu pour d'obscures raisons), est prévu. Il propose des primes à la confection de

vêtements aux couleurs de la Patrie, quels que soient les motifs, fleurs, pois, rayures, petits cœurs, étoiles de David, autres... afin de laisser de la place à la créativité. Le plan BBR prévoit également des incitations fiscales à tous les propriétaires qui fixeraient un drapeau français dans le bon sens à l'entrée de leur bien. Le plan BBR, accompagné d'une batterie de bonus, offre, à l'évidence, un large éventail d'opportunités : couleurs des véhicules, des façades, des volets, des cuisines, des salles de bain, des abattants de WC, du linge de maison, des sex toys, etc. De plus, ce plan constitue un gisement de reconversions pour tous les talents prometteurs restés sur le carreau.

Quel bonheur immense devant l'harmonie enfin retrouvée, devant ces nuances de bleu associé à ce blanc



virginal, ces palettes de rouge, et cerise sur le gâteau, ces tons garance en hommage à nos valeureux zouaves de 14-18.

Sur ce thème, la création d'un « Ministère de l'Héroïsme et du Patriotisme », destiné à valoriser les initiatives exaltant ces deux valeurs fondatrices, sous forme de médailles, voyages, cures thermales, smiles, bons d'achat, bonus divers ou bourses fait son chemin dans les esprits.

Le député François Lehardy-Gaulois serait à l'origine de ce projet enthousiasmant.

On le constate, le projet de ce futur parti amalgame avec bonheur et audace les vieilles recettes et l'innovation. ALF, selon des indiscretions, aurait l'intention de proposer un candidat aux élections de 2022.

[Tohu & Bohu]

Les déboires du Gardon

Depuis plus de vingt ans, des riverains du Gardon entre Pied de Côte et l'entrée de Saint Jean du Gard (pont de Cambonéral) se mobilisent pour rendre l'accès le long du Gardon plus agréable, facile, et moins dangereux pour les usagers de ce parcours. Malgré les changements de mairie, et le forcing de certaines associations, peu de solutions ont été trouvées.

La route (D907) est utilisée par de plus en plus de véhicules pressés (moto faisant le circuit de la Corniche, navetteurs vers Alès ou Nîmes et poids lourds allant vers St André de Valborgne ou Le Pompidou ...). Ce passage obligé et de plus en plus dangereux accueille également beaucoup de monde en mobilité douce :

- les randonneurs du Chemin de Stevenson, souvent en groupes ou familles, arrivant à Pied de Côte (10.000 personnes par an) avec ou sans âne,
- les randonneurs du circuit du Col St Pierre (souvent des groupes venant des clubs de marche de la région),
- des cyclistes (vttistes ou cyclo touristes) utilisant le même circuit ou longeant la vallée du Gardon ou en descendant de la Route de la Corniche,
- les lycéens de Marie Curie se déplaçant pour leur formation et stage, faire leurs courses ou allant se promener le long du Gardon,
- dès le printemps des promeneurs autour de St Jean du Gard,
- dès la belle saison, des amateurs de baignade (Sautadou),
- dès le mois de mai et jusqu'en octobre, les piétons & cyclistes en vacances sur les différents campings et gîtes, principalement le mardi, jour de marché.

La D907 est pourtant une route 'rapide', sans trottoir

et aux accotements assez rares. Malgré cela, rien ne semble faire avancer le réaménagement de cette voie verte pourtant largement usitée. Les aides prévues dans le cadre du programme « Bourg-centre » n'ont pour l'heure guère l'air d'y remédier, et c'est d'ailleurs le camping privé du Mas de la Cam, situé à ce niveau du Gardon, qui vient d'empocher une subvention régionale de plus de 100 000€ pour moderniser et renouveler ses équipements. Ainsi, si l'on cherche à Saint Jean du Gard, un accès à la rivière, une aire de jeux agréable pour les enfants, une aire multi-sport pour les jeunes, ou un cours de tennis en bon état, mieux vaut se tourner vers les structures d'accueil touristiques payantes et ouvertes deux mois par an... Les habitants du village n'ont alors plus qu'à prendre leur véhicule et s'offrir des vacances... au plus près de chez eux ! [PDC]

Il fait des bonds

Le « citoyen perplexe » présente toutes ses excuses aux lecteurs de l'Episode Cévenol pour l'erreur qu'il a commise dans le précédent numéro à propos des Fédébonds distribués début mars aux habitants de la commune, tant les déclarations dans l'information municipale était peu claires et sujettes à confusion, hormis le fait que ceux qui avaient un "stop pub" sur leur boîte aux lettres ne recevraient pas le courrier et qu'il était donc demandé aux autres de faire le travail de communication de la mairie à sa place.

En effet, il s'agissait d'un total de 25€, ce qui, pour reprendre l'exemple d'un foyer de 4 personnes, représente non pas 1, 25€ mais bien 6, 25€ par personne.

Il présente donc aussi ses excuses à la municipalité qui a eu bien raison de faire sa publicité sur ce « réel » coup de pouce au pouvoir d'achat des Saint-Jeannais.

[Un citoyen tout aussi perplexe]



Envoyez-nous vos contributions et remarques. Contact: episodecevenol@laposte.net

<https://episodecevenol.noblogs.org/>

Ne pas jeter sur la voie publique S. V. P.